

E 2300 London, Archiv-Nr. 29

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP n° 10

Hitler et les Puissances

Londres, 28 mars 1935

Sir John Simon n'est rentré qu'hier tard dans l'après-midi, s'est rendu presque immédiatement à une séance du Cabinet et y a exposé, en attendant son mémoire

1. *Remarque marginale de ce dernier*: Très intéressant.



détaillé, ses expériences au palais de M. Hitler. Il est naturellement trop tôt pour se prononcer sur ce qui est résulté de cette entrevue, mais il vous intéressera peut-être de recevoir un court compte rendu des premières impressions produites à Londres.

Les quelques personnes avec lesquelles je me suis entretenu, diplomates et Anglais, sont d'accord que cette entreprise de Sir John n'est pas seulement un «blanc», mais bien un fiasco.

Officiellement, la Délégation britannique proclame en communiqué que pendant toute leur durée les pourparlers ont gardé la note cordiale et qu'ils ont été «très utiles» en fait d'information.

En vérité, cette information «utile» n'est autre chose que la constatation que M. Hitler, avec l'aplomb de l'homme qui ne doute de rien, demande considérablement plus que l'on ne s'y attendait. Ses prétentions vont clairement, tout bien considéré, non pas à l'égalité complète de l'Allemagne parmi les Puissances de l'Europe, mais à son hégémonie tout simplement.

Pour autant qu'on puisse conclure de ce qu'on a appris durant ces quelques heures, on est tenté de dire que M. Hitler n'a fait que poser ses conditions pour tous et chacun des problèmes que le concert européen s'efforce actuellement de résoudre.

[...]

Il ressort avec clarté que, de ce que Sir John a dû écouter au Palais du Chancelier, le pacte collectif d'un Locarno de l'Est ne se fera pas avec l'Allemagne. M. Hitler peut s'imaginer la possibilité de pactes bilatéraux avec la Tchécoslovaquie et les Etats baltes, non sans toutefois que ces Etats se soumettent à des conditions qu'il pose avec un sans-gêne singulier.

Lors des conversations autour de ce problème, M. Hitler paraît avoir lancé une attaque violente contre la Russie au cours de laquelle, naturellement, la France et l'idée d'une alliance franco-russe ont reçu les coups que, selon le Führer, elles méritent si bien. Là encore, le dictateur allemand ne se voit pas en mesure d'envisager son concours à la pacification, à moins que préalablement la Russie, et probablement aussi la France, consentent à des mesures se rapprochant d'une démilitarisation.

Quant aux conditions de l'Allemagne pour une rentrée à la Société des Nations, on ne sait pas encore exactement ce qu'elles sont, mais on comprend qu'elles sont impossibles. On peut dire de même, sauf erreur, des idées de Berlin en ce qui concerne un arrangement pour la réduction des armements, attendu que la réalisation de ces idées constituerait l'hégémonie allemande.

Au fond, on ne s'était pas beaucoup promis du voyage de Sir John, mais on est quand même déçu, à Whitehall, de l'aspect qu'il donne à la situation en général. Le résultat est négatif en ce sens que l'information, complète et ne laissant rien à désirer en fait de clarté, est à peu près défavorable en tous points. Le Cabinet britannique poursuivra cependant ses efforts pour arriver à un rapprochement entre l'Allemagne et les autres Puissances, ceci malgré qu'une fois de plus ses amis les Français aient eu raison en prédisant l'inopportunité de cette expédition.

[...]

C'est à Stresa qu'on décidera la question d'une conférence intereuropéenne à

29 MARS 1935

325

laquelle l'Allemagne participerait et pour laquelle on suggère comme lieu de réunion Londres paraît-il.

En ce moment-ci, et avant d'être plus précisément renseigné, on est porté à admettre qu'ensuite de ce qui vient de se passer à Berlin, les travaux pour la sécurité de l'Europe sont entrés dans une nouvelle phase et que le problème se présente sous un aspect qui diffère considérablement de ce qu'il était avant.